

Les sénateurs affirment qu'il ne faut fermer aucune porte

Delphine Bossy

POLITIQUE. À l'issue de leur mission d'information, les sénateurs François-Noël Buffet, Philippe Bas et Jean-Pierre Sueur en sont convaincus : aucune solution unilatérale sur l'avenir institutionnel du pays ne serait durable. Il faut renouer les fils du dialogue.



← Les sénateurs Philippe Bas, François-Noël Buffet et Jean-Pierre Sueur ont exprimé leurs premières impressions de la mission d'information. Photo D. B

"Nous n'allons pas dire comment vont se faire les choses, c'est d'abord aux Calédoniens de s'entendre, tant sur les questions que les solutions et leurs modalités". Au sortir de six jours d'une mission d'information sur le territoire, qui visait à *"écouter les Calédoniens pour mieux comprendre les défis actuels et à venir du territoire après 30 ans d'accords"*, comme le détaille le président

de la mission, François-Noël Buffet, les trois sénateurs se montrent extrêmement prudents. Ils pèsent le poids de chacun de leur mot. *"L'avenir du pays dépend des Calédoniens, mais l'État aura des initiatives à prendre, et nous, sénateurs, aurons une responsabilité en remettant notre rapport suite à cette mission d'information"*.

"Renouer les fils du dialogue"

Il faudra donc attendre la publication dudit document, prévue au plus tôt à la fin de l'été austral, à l'horizon du mois de septembre, pour connaître le positionnement du Sénat sur la trajectoire à prendre pour sortir le pays de son impasse institutionnelle.

Ils ont toutefois partagé leurs premières impressions au haussariat, avant de prendre leur envol vers Paris. Une certitude en émane : il ne faut fermer aucune porte. *"Les trois référendums sont terminés mais les conditions dans lesquelles s'est déroulé le dernier nous montrent la nécessité de renouer les fils du dialogue"*, estime Jean-Pierre Sueur. *"Il y a une confiance à rétablir, à l'égard de l'État pour les indépendantistes, mais aussi entre les différentes sensibilités locales"*, poursuit François-Noël Buffet.

En six jours sur le territoire, les sénateurs ont conduit 36 auditions, soit assuré plus de 50 heures d'écoute, au sein des trois provinces. *"De toutes ces rencontres, nous percevons bien qu'il y a un blocage, mais nous voyons aussi plus de points en commun que ne peut le laisser penser un certain nombre de discours"*, souligne cet admirateur de Michel Rocard.

Pour les sénateurs, un moyen d'avancer serait de travailler sur deux axes majeurs. D'une part, la nécessité de l'autonomie. *"Quoi que l'on décide, la Nouvelle-Calédonie*

est de l'autre côté du monde, observe Jean-Pierre Sueur. Il est clair qu'un maximum de choses doivent être décidées ici et non à Paris". Il apparaît aussi nécessaire de préserver un partenariat avec la France. "Le mot partenariat est à prendre au sens large, mais il n'y a pas contradiction entre le fait de continuer à travailler ensemble avec la France et la reconnaissance de la spécificité de ce territoire", poursuit-il.

Référendum de projet

Tout cela se traduira-t-il par un référendum de projet en juin 2023, comme l'avait annoncé le ministre des Outre-mer sous le gouvernement Castex ? "À l'heure où nous nous parlons, personne n'a remis en cause la parole du ministre, souligne Philippe Bas. Si le gouvernement maintient ce choix, il faudra le traduire juridiquement. Nous aurons l'occasion de dire ce qui nous engage nous, sénateurs, dans notre rapport."